TRIBUNAL JUDICIAIRE DE NICE

GREFFE
MINUTE
(Décision Civile)

JUGEMENT : Stéphane Luc VESQUE
N° 12212021
Du 12 Juillet 2021
Procédures collectives
N° RG 19/00030 - N° Portalis DBWR-W-B7D-MOFG

EXTRAITS DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
JUDICIAIRE DE NICE (A.M)

Par jugement de la Chambre des Procédures collectives en date du douze Juillet deux mil vingt et un

COMPOSITION DU TRIBUNAL

Présidente : Mme Virginie PARENT, Première Vice-Présidente
Assesseur : M Côme JACQMIN, Vice-Président
Assesseur : M Alain GOUTH, Magistrat à titre temporaire

Greffier : Madame Marie-Annick CABRAS, présente uniquement aux débats.

En présence de M Yves TEYSSIER, Vice-Procureur de la République.

DÉBATS

A l'audience en Chambre du Conseil du 21 Juin 2021, le prononcé du jugement étant fixé au 12 Juillet 2021.

PRONONCÉ

Statuant par mise à disposition au greffe en date du 12 Juillet 2021, signé par Mme PARENT, et Mme CABRAS, Greffier.

NATURE DE LA DÉCISION : réputée contradictoire, en premier ressort, au fond

ENTRE :

M. Stéphane Luc VESQUE

Infirmier libéral

SIREN 535 222 657

Adresse personnelle : Les Terres de Paillos ; 657 Avenue Louis Antoine Fulconis - 06340 LA TRINITE

Adresse professionnelle : 35 Rue Barbéris 06000 NICE

comparaissant en personne et assisté par Maître Frédéric ROMETTI avocat au barreau de GRASSE.

ET

Maître Jean-Patrick FUNEL de la Selarl FUNEL ET ASSOCIES pris en sa qualité de Représentant des créanciers de M Stéphane VESQUE

54 rue Gioffredo

06000 NICE.

comparaissant en personne.

EN PRESENCE DU :

CONSEIL REGIONAL DE L'ORDRE DES INFIRMIERS, dont le siège social est sis 428 Rue Paradis - 13008 MARSEILLE 08.
non comparant, non représenté

expédition délivrée à
M VESQUE
ME FUNEL
ME ROMETTI
CONSEIL DE L'ORDRE DES
INFIRMIERS
TPG DES AM

le 12 /07/21

Copie : P.R.

mentions diverses

FAITS ET PROCÉDURE

Par jugement du 16 décembre 2019, une procédure de redressement judiciaire a été ouverte à l'égard de monsieur Stéphane VESQUE, sur dépôt au greffe de sa déclaration de cessation des paiements.

La période d'observation a été ouverte pour six mois, puis renouvelée pour six mois par jugement du 5 octobre 2020.

Par jugement du 19 avril 2021, le tribunal a prolongé la période d'observation, à titre exceptionnel, pour une durée supplémentaire de six mois.

Monsieur Stéphane VESQUE a proposé un projet de plan de redressement et d'apurement de son passif selon les modalités suivantes :

- Remboursement de 100 % des créances vérifiées et admises à titre définitif sur six ans, en six échéances annuelles progressives, la première échéance intervenant à la date anniversaire du jugement homologuant le plan, selon les modalités suivantes :

* 2% de la 1^{ère} année à la 2^{ème} année

* 5% de la 3^{ème} année à la 5^{ème}

* 81% la 6^{ème} année

- années 1 et 2, réglées au moyen des excédents de trésorerie générées par l'activité de monsieur VESQUE

- années 3 à 5 réglées par imputation par tiers du prix de vente du bien sis aux ORRES

- année 6 réglée par la vente de la résidence principale estimée à 650 000€.

Le représentant des créanciers indique que le passif déclaré définitivement admis s'établit à la somme de 955 561€, dont 45 879 € contestés.

Compte tenu des contestations de créances qui seront soumises au juge-commissaire, le passif retenu est susceptible d'être compris entre 955 561 € et 909 682€.

La circularisation du plan aux créanciers a été effectuée le 16 février 2021.

A l'expiration du délai de trente jours, les réponses ont été les suivantes

- acceptation :	50% % des créanciers soit 67,71% des créances
- défaut de réponse valant acceptation :	22,22 %des créanciers soit 4,87% des créances
- rejet :	27,78 % des créanciers soit 27,43% des créances.

Il est justifié par attestation comptable de l'absence de dettes postérieures à l'ouverture de la procédure collective.

Me FUNEL ne s'oppose pas à l'adoption du plan proposé, tout en émettant un avis réservé, observant notamment que si le bien sis aux ORRES a été vendu au prix de 74 000€, il avait été acquis par les époux VESQUE avant leur mariage dans le cadre d'une indivision, et que si madame VESQUE s'est engagée à renoncer à sa quote part le 17 mars 2021, le mandataire a pu néanmoins constater que certains créanciers semblaient avoir inscrit une hypothèque sur les droits indivis de madame.

Il souhaite donc que des garanties soient prises pour ce plan :

- versement entre les mains du commissaire à l'exécution du plan tous les mois d'une provision en amortissement du dividende annuel,

- remise à ce dernier tous les six mois d'une situation comptable et d'une situation de trésorerie et fixation par le tribunal d'un montant maximal des prélèvements personnels de monsieur VESQUE, précisant que cette somme de devrait pas excéder 40.000€.

Le Ministère Public émet un avis défavorable à l'adoption du plan proposé, considérant celui-ci non sérieux.

A l'issue des débats, les parties présentes et leurs conseils ont été avisés que la décision serait rendue ce jour par mise à disposition au greffe, dans les conditions prévues à l'article 450 code de procédure civile.

MOTIFS ET DÉCISION

Il ressort des débats et des pièces produites que le plan de redressement proposé offre des garanties de réussite.

La situation comptable de monsieur VESQUE fait en effet ressortir qu'il a généré en 2020 un chiffre d'affaires de 93 352€ ; de janvier à avril 2021 un chiffre d'affaires de 34 741€, que son résultat net pour 2020 s'élève à 46 150€ avant prélèvements personnels, et à 24 878€ pour la période de janvier à avril 2021 ; par ailleurs, le compte de résultat prévisionnel pour 2022 montre que Monsieur VESQUE devrait générer un chiffre d'affaires de 106 500€ avec un bénéfice de 65 066€.

Il est constaté que monsieur VESQUE envisage, dans le cadre du plan, la vente de sa résidence principale après avoir cédé le bien sis aux ORRES dont il était propriétaire indivis.

A défaut d'un actif suffisant, le placement de monsieur Stéphane VESQUE en liquidation judiciaire ne serait pas de nature à permettre l'indemnisation des créanciers. Il est donc de leur intérêt, comme de celui de la partie débitrice, de mettre en place le plan pour permettre le remboursement progressif des dettes.

PAR CES MOTIFS :

Le tribunal, statuant par mise à disposition au greffe, après débats en chambre du conseil, par jugement contradictoire, en premier ressort,

Vu les articles L.626-9 à L.626-25, L.631-19 et R.626-34 du code de commerce,

Met fin à la période d'observation

Arrête le plan de redressement de monsieur Stéphane VESQUE, dont les modalités d'exécution sont les suivantes :

- Remboursement des créances inférieures ou égales à 500,00 € dès l'arrêté du plan ;
- Remboursement de 100 % des créances vérifiées et admises à titre définitif sur six ans, en six échéances annuelles progressives ; la première échéance intervenant à la date anniversaire du jugement homologuant le plan, selon les modalités suivantes:
 - * 2% de la 1^{ère} année à la 2^{ème} année
 - * 5% de la 3^{ème} année à la 5^{ème}
 - * 81% la 6^{ème} année

Dit que le montant des dividendes sera déterminé en fonction de l'issue de la procédure de contestation de créances ainsi que des sommes dues aux établissements bancaires au titre des intérêts ayant couru sur les prêts bancaires d'une durée supérieure à un an ;

- Paiement des frais de justice et des éventuelles dettes postérieures à l'ouverture du redressement judiciaire dans le délai de deux mois à compter de ce jour ;

Désigne la SELARL FUNEL ET ASSOCIES, représentée par Me Jean-Patrick FUNEL, en qualité de commissaire à l'exécution du plan ;

Dit et juge que la partie débitrice sera tenue d'exécuter le plan et en justifier auprès du commissaire à l'exécution du plan, à défaut de quoi elle sera rappelée devant ce tribunal à la requête de celui-ci, aux fins de résolution du plan et placement en liquidation judiciaire;

Rappelle qu'en cas de cessation des paiements constatée au cours de l'exécution du plan, le tribunal décidera, après avis du ministère public, sa résolution et ouvrira une procédure de liquidation judiciaire en vertu des dispositions de l'article L631-20-1 du code de commerce ;

Maintient la SCP SELARL FUNEL ET ASSOCIES, représentée par Me Jean-Patrick FUNEL, en qualité de représentant des créanciers jusqu'à la fin de la procédure de vérification des créances ;

Maintient Mme Patricia LABEAUME en qualité de juge commissaire et M Vincent PELLEFIGUES en qualité de juge commissaire suppléant ; jusqu'à la reddition des comptes du représentant des créanciers ;

Rappelle que, conformément aux dispositions de l'article L.626-13 du code de commerce, la présente décision entraîne la levée de plein droit de toute interdiction d'émettre des chèques en vertu de l'article L.131-73 du code monétaire et financier, mise en oeuvre à l'occasion du rejet d'un chèque émis avant le jugement d'ouverture de la procédure.

Dit que la partie débitrice devra, dans le mois du prononcé du jugement, procéder à l'ouverture dans la banque de son choix d'un compte bloqué, éventuellement productif d'intérêts, et en justifier auprès du commissaire à l'exécution du plan ;

Dit que la partie débitrice devra verser sur ce compte des provisions mensuelles dont le montant sera fixé par le commissaire à l'exécution du plan, en amortissement des échéances annuelles et justifier de l'alimentation de ce compte tous les six mois auprès de ce dernier ;

Ordonne à la partie débitrice de produire au commissaire à l'exécution du plan tous les éléments comptables et notamment, au plus tard, avant le 30 juin de chaque année, le bilan annuel, lui permettant de contrôler l'exécution du plan ;

Dit que la partie débitrice limitera ses prélèvements personnels annuels à la somme de 40 000€,

Dit que le commissaire à l'exécution du plan fera un rapport annuel sur l'exécution des engagements de la partie débitrice et le déposera au greffe du tribunal ;

Ordonne la publication et la notification du présent jugement conformément aux textes en vigueur ;

Rappelle que le jugement est exécutoire par provision ;

Dit que les dépens seront employés en frais privilégiés de redressement judiciaire.

LA GREFFIERE

LA PRESIDENTE

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME

LE GREFFIER